

ALLOCUTION DU REPRESENTANT DE MONSIEUR LE MINISTRE DU COMMERCE  
A L' OCCASION DE LA CLOTURE DE L'ATELIER SUR LE FINANCEMENT DE LA  
COMMERCIALISATION DU CAFE ET DU CACAO AU CAMEROUN : ROLE DU  
SYSTEME DE RECEPISSE D'ENTREPOSAGE ET DU CREDIT WARRANTAGE.-

Monsieur le Représentant du Préfet de l'Océan,

Monsieur le Représentant de l'Union Européenne,

Madame la Représentante de la CNUCED,

Monsieur le Directeur de l'Office National du Cacao et du Café,

Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux des sociétés,

Mesdames et Messieurs les experts,

Distingués Participants,

Mesdames et Messieurs,

Il me revient, comme à l'ouverture des travaux, l'honneur de présider au nom de Monsieur le Ministre du Commerce empêché, la cérémonie de clôture de l'atelier de KRIBI, conjointement organisé par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), avec l'appui du Gouvernement camerounais et de l'Union Européenne, sur le thème « Financement de la commercialisation du café et du cacao au Cameroun : le rôle du système e récépissé d'entreposage et du crédit warrantage ».

L'objectif de l'atelier était d'examiner la problématique du financement de la commercialisation du café et du cacao en mettant en relief, le rôle du système d'entreposage et du crédit warrantage.

Les communications qui ont été présentées ont mis en évidence, un certain nombre d'éléments essentiels à savoir:

- un environnement institutionnel stable et dynamique ;
- une disponibilité appréciable des organismes de financement ;
- une insuffisante structuration des producteurs ;
- des besoins de financement qui vont au-delà du segment commercialisation.

Les expériences de Tanzanie et du Niger attestent de l'utilité de ces modes de financement lorsqu'ils sont optimisés.

Il ne fait aucun doute, à l'issue des travaux, que les uns et les autres ont pu tirer grand profit des échanges et que le financement de la filière pourra connaître des améliorations dans l'avenir.

Ainsi que nous l'avons dit à diverses occasions, l'option irréversible de libéralisation appelle de la part de tous les acteurs, respect des textes, exercice effectif des missions assignées aux uns et aux autres et responsabilité, le rôle de l'Etat étant dans ce contexte de veiller à la saine et loyale concurrence entre les acteurs et à la protection des producteurs.

S'agissant de ce dernier aspect qui représente l'essence même de l'intervention de l'Etat dans les filières, les Pouvoirs Publics sont disposés et engagés à appuyer tout projet d'amélioration du financement des filières qui intègre l'amélioration conséquente de la rémunération des producteurs.

En effet, il ne faudrait jamais perdre de vue, la vitalité des filières cacao/café doit s'apprécier par la capacité intrinsèque à contribuer à la croissance économique et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs en milieu rural.

Tel est le sens profond de la politique de promotion des filières agricoles initiée par le Président de la République, Son Excellence, Monsieur Paul BIYA.

Tel est aussi notre vœu pour la poursuite des réflexions sur la problématique du financement des filières cacao-café.

Distingués participants,

Mesdames et Messieurs,

Nous voici au terme de vos travaux. En remerciant les uns et les autres pour leur contribution à l'organisation et au plein succès de cet atelier, je voudrais souhaiter bon retour à tous et à chacun dans vos lieux respectifs de résidence.

Je voudrais enfin et tout particulièrement, renouveler à nos partenaires, la gratitude du Gouvernement et exprimer l'espoir de continuer à bénéficier de leur soutien multiforme.

Vive la coopération internationale.

Vive les filières cacao-café.

Vive le Cameroun.

Je déclare clos, l'atelier sur le financement de la commercialisation du café et du cacao et vous remercie pour votre bienveillante attention. /.